



Aytré, le jeudi 17 avril 2025

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° AG 20 - 2025

Émetteur :

Pole Technique –
Aménagement - Ecologie
05 46 30 19 19
tech.urba@aytre.fr

Affaire suivie par :

Laura CUADRAO

Objet : Autorisation d'installer des dispositifs publicitaires
1 rue Newton
N°AP 017 028 25 0003

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.581-1 et suivants, R.581-1 et suivants,

VU le règlement local de publicité modifié de la Commune d'AYTRE approuvé le 23 janvier 2020,

VU l'arrêté n° AG 39-2020 en date du 20 juillet 2020 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Pierre CUCHET, 6^{ème} adjoint au maire,

VU la demande présentée par la Société Boulangerie de Belle Aire représentée par Frédéric COTE – 1 rue Newton – 17440 AYTRÉ concernant le remplacement d'enseignes au 1 rue Newton à Aytré, enregistrée en Mairie le 20 février 2025 sous la référence AP 017 028 25 0003

Le Maire d'Aytré ARRÊTE :

Article 1 : Le remplacement des enseignes tel que présenté dans la demande est accordé.

Article 2 : Les prescriptions suivantes devront être respectées en application des articles du Code de l'environnement :

- ✓ Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade
- ✓ Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0.25 mètre, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit.

Article 3 : Les objets constituant l'enseigne doivent être maintenus en bon état. En cas de modification, une nouvelle demande devra être présentée en mairie.

Article 4 : Le présent arrêté sera rendu exécutoire dès sa notification.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera remise à :
- Madame la Directrice Générale des Services
- Monsieur Frédéric COTE

Article 6 : La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac, CS 80541, 86000 POITIERS) dans le délai de deux mois suivant sa notification ou en déposant en ligne depuis telerecours.fr.

Ce recours peut être précédé d'un recours administratif adressé à l'auteur de la décision.

Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.

Pierre CUCHET

L'Adjoint au maire en charge de l'aménagement du territoire, de l'écologie et de l'urbanisme

